Depuis plus de quatre mois, une crise politique aigüe agite le Venezuela. Celle-ci s'inscrit dans le contexte d'un effondrement économique qui frappe le pays depuis 2014 et dont les classes populaires vénézuéliennes paient un lourd tribut, sans compter les violences qu'elles subissent sous toutes les formes.

Thomas Posado est docteur en sciences politiques à l'Université Paris-8, chercheur au CRESPPA-CSU. On pourra relire ici un précédent article du même auteur sur l'avenir du chavisme, publié en juillet 2013, ainsi qu'une série d'articles sur la révolution bolivarienne ici.

Le processus bolivarien a suscité de grandes espérances dans la gauche radicale, il est aujourd'hui dans une situation critique. La polarisation politique entre les soutiens du gouvernement et les opposants atteint des niveaux très élevés alors que la majorité de la population, confrontée à une précarité croissante, ne se reconnaît dans aucun des deux camps. La chute des cours du pétrole et l'effondrement de la monnaie provoquent des difficultés économiques majeures pour les classes populaires vénézuéliennes : une inflation galopante et des pénuries massives notamment de produits de première nécessité.

Une polarisation politique croissante

Depuis début avril, le Venezuela est le théâtre de manifestations de l'opposition et de contre-manifestations de soutiens du gouvernement suivies d'affrontements violents à l'origine de la mort de plus de 120 personnes. Les causes des décès sont diverses : certains sont décédés par électrocution en s'emparant de marchandises dans des commerces ; d'autres dans des accidents de circulation liés aux barricades et points de blocage d'opposants ; d'autres encore sous les balles des forces de l'ordre ; d'autres aussi sont des policiers tués dans l'exercice de leur fonction ; dans de nombreux cas, les causes du décès ne sont pas connues ou sont sujettes à controverse. Une trentaine de membres des forces de l'ordre sont actuellement emprisonnés ou sous le coup d'une procédure judiciaire[1].

Depuis plus de quatre mois, l'opposition réunit des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Certains d'entre eux peuvent avoir des pratiques violentes, des *guarimberos*, jeunes pour la plupart, qui s'affrontent avec les forces de l'ordre avec des cocktails molotovs ou des « puputov », variante agrémentée d'excréments. On distingue parmi ces actions violentes opposées au gouvernement des actes marqués par un esprit de revanche sociale envers de simples militants chavistes, avec une certaine bienveillance des dirigeants de l'opposition conservatrice. Un jeune de 21 ans est mort après avoir été brûlé vif, l'ancien domicile familial de la famille Chávez a été incendié, des dizaines de tonnes de nourriture ont été détruites dans un pays frappé par les pénuries[2]… Dans un tel contexte, des velléités insurrectionnelles plus précises se manifestent. Le 27 juin, un militaire se définissant comme « patriote » a volé un hélicoptère de la police et a attaqué à la grenade le Tribunal Suprême de Justice et le Ministère de l'Intérieur. Le 6 août, une vingtaine d'hommes prétendant réaliser « une action civique et militaire » a attaqué la base militaire de Naguanagua près de la ville de Valencia.

Du côté du gouvernement, Nicolás Maduro appelle régulièrement ses partisans à manifester dans la rue. On remarque également des collectifs armés, des *colectivos*, très hétérogènes[3]. Il existe des groupes anciens, vestiges de la guérilla des années 60,

maintenant une certaine autonomie à l'égard du gouvernement, développant un véritable travail social et assurant la sécurité de leur quartier contre la délinquance. D'autres, en revanche, ont une date de création beaucoup plus récente, servent de « troupes de choc » au gouvernement, menacent l'absence de soutien à Nicolás Maduro de suspension des programmes sociaux et empêchent parfois physiquement des manifestations pacifiques de se tenir[4]. Le 5 juillet, certains d'entre eux ont attaqué l'Assemblée nationale, séquestrant les députés et les salariés sur place durant neuf heures avec une relative complaisance du gouvernement.

De leur côté, l'armée et la police maintiennent un ordre de plus en plus répressif. L'état d'exception et d'urgence économique en vigueur depuis un an et demi limite le droit à protester ; dans le cadre du Plan Zamora, les manifestants arrêtés sont déférés devant les tribunaux militaires. Par exemple, le 2 juillet, 27 étudiants de l'UPEL-Maracay ont été arrêtés à l'intérieur de leur université et sont actuellement, pour la plupart d'entre eux, emprisonnés à l'autre extrémité du pays. Dans une volonté de souffler le chaud et le froid, Leopoldo López, leader de la tendance la plus intransigeante de l'opposition, a été libéré de prison, assigné à résidence, le 8 juillet, puis de nouveau arrêté le 1er août, puis à nouveau assigné à résidence le 6 août. Il avait été condamné à près de quatorze ans de prison pour avoir appelé à la « sortie » de Maduro au printemps 2014. Cet appel avait suscité des manifestations et des affrontements similaires à ceux d'aujourd'hui qui avaient causé la mort de 43 personnes.

Le point de départ de ces mobilisations a été le 30 mars dernier la décision du Tribunal Suprême de Justice (acquis à Nicolás Maduro) de déposséder l'Assemblée Nationale (aux mains de l'opposition) de ses prérogatives et de lever l'immunité des parlementaires. Les autorités vénézuéliennes ont fait marche arrière sur cette initiative mais ont condamné le candidat de l'opposition aux deux dernières élections présidentielles, Henrique Capriles, à quinze ans d'inéligibilité. Depuis que l'opposition a emporté les comices législatifs en décembre 2015, les décisions de l'Assemblée Nationale sont invalidées au motif de suspicions de fraudes pour l'élection des trois députés d'Amazonas. L'opposition voulait convoquer un référendum révocatoire, prévu par la Constitution de 1999, contre Nicolás Maduro. Sa mise en œuvre a été systématiquement retardée puis de fait suspendue par les instances électorales, favorables à Nicolás Maduro. Les élections régionales prévues la fin de l'année dernière ont été reportées au 10 décembre prochain, scrutin auquel l'opposition participera.

Nicolás Maduro a tenté de reprendre l'initiative politiquement en convoquant une Assemblée Constituante le 30 juillet. Celle-ci est composée de 545 constituants dont un tiers serait élu par secteurs (par ordre décroissant de postes à pourvoir : travailleurs, retraités, étudiants, conseils communaux, indigènes, paysans et pêcheurs, patrons et handicapés) et les deux autres tiers au suffrage universel par municipalité avec une très forte surreprésentation des zones rurales[5]. Un professeur à l'Université Centrale du Venezuela a calculé qu'avec les mêmes rapports de forces électoraux qu'aux élections législatives de 2015 (58 % pour l'opposition, 42 % pour le gouvernement), le gouvernement obtiendrait 52 % des constituants du second collège. Dans le premier collège, il a été constaté que cinq millions de Vénézuéliens ne bénéficiaient pas de vote sectoriel[6]. L'opposition boycottant le scrutin, le seul enjeu résidait dans l'ampleur de la participation.

Les instances officielles ont annoncé près de 8,1 millions d'électeurs soit « le plus grand vote de la Révolution » selon les mots de Nicolás Maduro. En l'absence d'observateurs d'opposition, il est difficile de vérifier ces données. Il est toutefois assez peu vraisemblable que le gouvernement ayant autour de 20 % d'opinions favorables ait mobilisé davantage

qu'Hugo Chávez au maximum de sa popularité. L'entreprise chargée des opérations de vote électronique, SmartMatic, a déclaré que la participation avait été surévaluée « d'au moins un million de votes ». Ce scrutin doit être compris dans le contexte d'une polarisation politique extrêmement forte. Nicolás Maduro en personne a menacé les travailleurs du secteur public et les bénéficiaires de programmes sociaux de représailles en cas d'abstention[7]. Dans plusieurs quartiers, des opposants intimidaient les électeurs pour ne pas aller voter obligeant le gouvernement à centraliser les bureaux dans des zones sous son contrôle. Les candidats critiques du gouvernement implantés dans un secteur pouvant être déclarés, par les instances électorales, candidats dans un autre secteur où leur notoriété était plus faible, selon Stalin Pérez, pourtant favorable à l'Assemblée Constituante[8].

Les protestations ont atteint les élites chavistes. La procureure générale, Luisa Ortega, désignée par les chavistes, critique le décret du Tribunal Suprême de Justice qui a mis le feu aux poudres, l'ampleur de la répression ou la convocation d'une Assemblée constituante sans référendum préalable comme l'avait fait Hugo Chávez. Pour ses prises de position, ses comptes sont gelés et elle est interdite de sortie du territoire. Sa destitution, le 5 août, est l'une des premières décisions de l'Assemblée constituante, signe que l'apaisement n'est pas à l'ordre du jour.

Contre cette initiative d'Assemblée Constituante, la coalition d'opposition, la *Mesa de Unidad Democrática* (MUD) a convoqué le 16 juillet, une « consultation populaire » sans la coopération des instances électorales, invitant les Vénézuéliens à se prononcer sur trois questions : le rejet de la Constituante, l'appel aux Forces Armées à soutenir l'Assemblée nationale et l'approbation de plusieurs de leurs revendications telles que la rénovation de tous les pouvoirs publics, la réalisation d'élections générales et la formation d'un gouvernement d'unité nationale. La MUD a revendiqué 7,5 millions de participants, soit un peu plus d'un tiers du corps électoral. Ayant organisé le scrutin avec ses seuls militants, il est difficile, comme pour l'Assemblée Constituante, de croire en la validité de ces chiffres, surtout au vu de l'enjeu en termes de légitimation démocratique. Il a toutefois été observé que cette « consultation populaire » avait réussi à mobiliser au-delà de sa base sociale traditionnelle jusque dans les quartiers populaires, au prix d'un affrontement avec les *colectivos* dans le quartier de Catia au cœur de Caracas[9].

Cependant, la MUD n'est pas une perspective politique progressiste. Elle est toujours dirigée par des néolibéraux, lié aux Etats-Unis, qui n'ont jamais accepté la présence d'un dirigeant aux origines modestes soutenu par les classes populaires, Hugo Chávez puis Nicolás Maduro, au pouvoir. Depuis près de deux décennies, sa base sociale demeure davantage centrée sur les classes possédantes, même si, comme nous venons de le dire, ces dernières années, les classes populaires urbaines se détournent de manière croissante du chavisme. Au niveau des libertés publiques, rien ne permet d'établir qu'elle serait moins autoritaire. Lors du coup d'État avorté d'avril 2002, les opposants avaient destitué immédiatement toutes les autorités et exercé une répression immédiate sur la population. En février 1989, l'application orthodoxe d'un plan d'ajustement du FMI avait déclenché une révolte réprimée au prix d'un millier de morts.

La dérive autoritaire du gouvernement Maduro ne touche pas seulement les élites politiques opposantes. Dans l'entreprise sidérurgique, SIDOR, ou dans l'entreprise publique pétrolière, PDVSA, les élections syndicales sont reportées *sine die*. Dans ces deux firmes stratégiques, les protestations sont anciennes[10] mais l'ajournement des comices trahit la crainte du gouvernement de voir des opposants, souvent de gauche, l'emporter. Des « organisations de libération du peuple » (OLP), chargées de rétablir la sécurité dans les

quartiers populaires, sont accusées de plusieurs dizaines d'assassinats par les organisations de défense des droits de l'homme.

La gauche est divisée à l'égard de ces initiatives. D'un côté, le *Partido Communista de Venezuela* ou la *Liga Unitaria Chavista Socialista* ont participé à la Constituante, qui, selon eux, pourrait être l'opportunité de bloquer l'offensive de la droite et d'approfondir le processus de changement. D'un autre côté, des groupes se mobilisent dans la rue et dénoncent un gouvernement autoritaire ayant impulsé l'Assemblée Constituante pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte en dépit d'une impopularité croissante. Par exemple, le *Partido Socialismo y Libertad* adopte le slogan « *Fuera Maduro*« , participe à la « consultation populaire » de l'opposition. Autres exemples, *Marea Socialista* et la *Liga de Trabajadores por el Socialismo* maintiennent une indépendance à l'égard des deux camps, essayant avec difficultés d'incarner une voie alternative pour les classes populaires vénézuéliennes.

L'effondrement d'un modèle économique rentier

Que Nicolás Maduro se maintienne au pouvoir ou s'en aille, qu'un gouvernement d'union nationale soit mis en place ou pas, la situation économique des classes populaires vénézuéliennes demeure préoccupante. Le gouvernement promeut une explication de type complotiste, celle d'une « guerre économique », ourdie par les anciennes élites en quête de revanche, spéculant contre le processus révolutionnaire bolivarien et accaparant les produits de première nécessité[11]. L'exécutif accuse également ceux qui revendent les produits subventionnés de l'autre côté de la frontière, appelés *bachaqueros*. Ce terme réunit des réalités très différentes, de la famille qui essaie de trouver des solutions individuelles à sa survie au malfaiteur à la tête d'une juteuse affaire générant des dizaines de milliers de dollars de bénéfices. Pour éviter ce détournement des produits subventionnés, le gouvernement a décidé la création de Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP) qui mènent directement les produits aux bénéficiaires. Cette mise en place individualisée est accusée de représenter une dérive clientéliste dans l'attribution des programmes sociaux.

À partir de la découverte de l'or noir, il y a près d'un siècle, les investissements ont délaissé l'agriculture pour l'extraction de pétrole[12]. Depuis cette date, l'économie du pays est rentière, dépendante du pétrole qui représente plus de 95 % des exportations du pays, les premières réserves mondiales prouvées[13]. Si Hugo Chávez a redistribué une partie des richesses aux plus modestes, il n'a pas diversifié les sources de revenus. Prisonnière de cet extractivisme, l'économie vénézuélienne subit de plein fouet la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014.

Dans une fuite en avant désespérée, début 2016, le gouvernement Maduro a publié un décret dit de « l'Arc Minier de l'Orénoque », qui confierait 112 000 km^2 soit 12 % du territoire national à des dizaines de multinationales étrangères (chinoises, russes mais aussi occidentales comme la Gold Reserve canadienne) pour l'exploitation d'or, de diamants, de fer, de coltan, de bauxite et autres minéraux[14]. Ce projet contredit l'affirmation de souveraineté nationale sur les sous-sols, proclamés dans la Constitution promulguée au moment de l'accession d'Hugo Chávez au pouvoir. L'Arc Minier de l'Orénoque doit son existence légale à son statut de « Zone Économique de Développement National », déclinaison vénézuélienne de la « Zone Économique Spéciale » chinoise,

dérogeant à l'impôt, au droit du travail…

Ce projet est nocif pour les salariés mais aussi pour les dizaines de communautés indigènes qui vivent sur ces terres depuis des siècles. Derrière ce projet, on constate le maintien du paradigme extractiviste dans les perspectives du gouvernement, paradigme à l'origine de la crise économique actuelle, accentuant la dépendance au pétrole, négligeant la diversification des sources de revenus, enfermant l'humanité dans une logique de court-terme. Si l'opposition néo-libérale critique radicalement le projet d'Assemblée Constituante, elle ne mobilise pas contre l'Arc Minier de l'Orénoque, partageant au fond le projet de dépossession des terres des indigènes, d'exploitation des travailleurs et de prédation de l'environnement, avec le gouvernement Maduro.

Un autre phénomène concourt à cette crise économique, l'effondrement de la monnaie. Depuis près de quinze ans, les grandes entreprises détournent le contrôle des changes avec la complicité de hauts fonctionnaires gouvernementaux par des surfacturations d'importation ou des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées. Des économistes font état d'une fuite de plusieurs centaines de milliards par ce biais[15].

Aujourd'hui, la différence entre les taux de change officiel et officieux est de 1 et plus de 1 000. Cet écart limite les importations y compris de produits de première nécessité. Depuis plus d'un an, les Vénézuéliens sont confrontés à des pénuries de nourriture et de médicaments. Le taux d'inflation connaît une spirale ascendante. La Banque Centrale du Venezuela n'actualise plus les statistiques depuis 2015. Selon le FMI, il était de 69 % en 2014, 181 % en 2015, 274 % en 2016. Il est prévu à 1 134 % en 2017 et 2 530 % en 2018[16].

Ruptures et continuités du processus bolivarien

Le gouvernement Maduro est non seulement affaibli par une crise politique et économique mais aussi par l'arrivée au pouvoir de coalitions conservatrices dans les autres pays latino-américains.

Durant une quinzaine d'années, des gouvernements progressistes ont été élus grâce au soutien actif des mouvements sociaux et bénéficiant d'un haut cours des matières premières. Alors qu'Hugo Chávez avait bénéficié du soutien de ces homologues continentaux lors des conjonctures critiques, lors du coup d'État avorté d'avril 2002 ou lors du blocage de l'économie entre décembre 2002 et février 2003, un retournement de conjoncture s'est opéré depuis l'automne 2015 en Amérique du Sud.

L'élection d'un président libéral en Argentine et au Pérou, le coup d'État institutionnel au Brésil constituent autant de mauvaises nouvelles pour Nicolás Maduro. Ces pays qui ont récemment basculé à droite, mettent la pression sur le gouvernement Maduro pour qu'il accepte les revendications de l'opposition. Le Venezuela a été suspendu, le 5 août, de l'organisation régionale de libre-échange, le MERCOSUR, pour « rupture de l'ordre démocratique », un motif qui n'avait paradoxalement pas été invoqué contre le Brésil lors du coup d'État institutionnel du printemps 2016, témoignant du caractère politique de la labellisation « démocratique » comme outil de légitimation ou de délégitimation.

La conjoncture vénézuélienne est très différente de la période 2002-2004 où l'opposition

menait également une stratégie insurrectionnelle pour renverser le gouvernement, celui d'Hugo Chávez. Dans la première moitié des années 2000, le patronat est un acteur majeur de la coalition putschiste. Le président éphémère issu du coup d'État d'avril 2002 est le dirigeant de la principale fédération des employeurs, *Fedecámaras*. Le gouvernement Chávez n'a pas un contrôle total des forces de l'ordre et des institutions judiciaires mais utilise sa forte popularité auprès des classes populaires pour la mise en échec des tentatives de renversement.

Plus d'une décennie plus tard, le gouvernement se réunit désormais régulièrement avec le patronat dans le cadre du Conseil National de l'Économie Productive (CNEP) qui s'est réuni à 48 reprises durant l'année 2016. Nicolás Maduro utilise désormais sa tutelle des institutions judiciaires et des forces de l'ordre pour tenter de contenir le mécontentement croissant des classes populaires à son égard.

S'il est une continuité durant l'ensemble de la période, c'est l'affrontement diplomatique entre le gouvernement chaviste et la puissance dominante de la région, les États-Unis. L'oncle Sam, alors dirigé par George W. Bush, est l'un des deux États au monde (avec l'Espagne de José María Aznar) à avoir reconnu le gouvernement putschiste éphémère d'avril 2002. Les détails de la co-organisation de la conspiration ont été depuis documentés[17]. Les diverses fondations étasuniennes sont à l'origine de nombreux financements pour l'opposition au gouvernement chaviste. La NED a consacré plus d'1,75 million de dollars au Venezuela selon son rapport annuel de 2013[18]. En mars 2015, Barack Obama a pris, par décret, des mesures contre des dirigeants vénézuéliens, jugeant que « l'érosion des garanties de respect des droits de l'homme au Venezuela (…) constitue une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité des États-Unis ».

L'arrivée au pouvoir à Washington d'un président aussi imprévisible que Donald Trump pouvait laisser présager une évolution au vu de la révélation par la presse du financement de son investiture à hauteur d'un demi-million de dollars par le gouvernement vénézuélien via Citgo, filiale étasunienne de PDVSA[19]. Les sanctions de la Maison-Blanche en termes de gels des avoirs, à une quinzaine de dirigeants dont Nicolás Maduro qualifié de « dictateur » par le secrétaire au trésor étasunien s'inscrivent dans la lignée de la décennie et demi d'ingérences.

Les décisions actuelles prises contre le gouvernement vénézuélien n'ont pour l'instant pas de conséquences économiques. En dépit des affrontements diplomatiques, les relations entre les Etats-Unis et le Venezuela sont marquées par un certain pragmatisme économique. Plus de dix-huit ans après l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez, les États-Unis restent le premier client et le premier fournisseur du Venezuela.

Réciproquement, la nation sud-américaine est le troisième fournisseur de pétrole de la puissance nord-américaine, l'un des plus proches géographiquement et une suspension de ces flux entraînerait une hausse du prix de l'essence pour les citoyens étasuniens. Toutefois, ces affrontements diplomatiques ont des conséquences commerciales. Selon les données de l'Institut national de statistiques (INE), la moyenne des exportations et importations vers les États-Unis s'est réduite de dix points entre la première et la deuxième moitié de la présidence Chávez alors que les échanges avec le Brésil, et plus particulièrement avec la Chine, ont augmenté dans une proportion similaire.

Les classes populaires vénézuéliennes vivent actuellement une situation particulièrement tragique pour des raisons multiples, une crise à la fois politique et économique. Le gouvernement, incapable de mettre fin aux pénuries, continue de payer rubis sur ongle une

dette externe croissante. Si la tendance des derniers mois se poursuit, la mise en place d'un régime autoritaire avec une forte influence de l'armée ne peut être exclue. L'opposition de la MUD ne constitue pas en revanche une perspective progressiste : ni son orientation néolibérale, ni son appel aux forces armées ne sont susceptibles d'améliorer le quotidien des classes populaires vénézuéliennes.

Les forces de gauche ont désormais des marges de manœuvre réduites avec un idéal socialiste identifié à tort au gouvernement Maduro. Nous affirmons notre solidarité dans ces conditions difficiles à toutes celles et tous ceux qui essaient dans le pays de croire encore à une perspective de redistribution des richesses par l'auto-organisation de la population.

Crédit photo : Handout/Reuters.

Notes

[1] « Lista de fallecidos por las protestas violentas de la oposición venezolana, abril a junio de 2017 », *aporrea.org*, le 3 juillet 2017, disponible sur : www.aporrea.org/ddhh/n310870.html

[2] « Extrema derecha quemó 40 toneladas de alimentos en Anzoátegui », *aporrea.org*, le 30 juin 2017, disponible sur : www.aporrea.org/ddhh/n310742.html

[3] Alejandro Velasco, « Venezuela : ¿ por qué no « bajan » de los cerros ? », *Nueva Sociedad*, juin 2017, disponible sur : http://nuso.org/articulo/venezuela-por-que-no-bajan-de-los-cerros/

[4] « « Colectivos » armados arremetieron contra manifestación pacífica de liceistas en la Av. Lecuna », *aporrea.org*, le 22 mai 2017, disponible sur : www.aporrea.org/educacion/n308873.html ; « « Colectivos » intentaron agredir a miembros de la Plataforma en Defensa de la Constitución en la entrada del CNE », *aporrea.org*, le 3 juillet 2017, disponible sur : https://www.aporrea.org/actualidad/n310882.html

[5] Edgardo Lander, Santiago Arconada Rodríguez, « Venezuela : un barril de pólvora », *Nueva Sociedad*, mai-juin 2017, n°269, pp.25-26.

[6] Edgardo Lander, « La asamblea constituyente madurista », *Brecha*, le 4 août 2017, disponible sur : https://brecha.com.uy/la-asamblea-constituyente-madurista/

[7] « Maduro ordena revisar votos de trabajadores de la Administración Pública y beneficiarios de programas sociales », *aporrea.org*, le 18 juillet 2017, disponible sur : www.aporrea.org/actualidad/n311644.html

[8] « Stalin Pérez Borges: « La ANC debe crear condiciones para un nuevo Estado verdaderamente democrático y participativo » », *aporrea.org*, le 4 août 2017, disponible sur : https://www.aporrea.org/actualidad/n312522.html

[9] « Un muerto y 3 heridos tras ataque armado de colectivos en Catia », *El Nacional*, 16 juillet 2017, disponible sur : http://www.el-nacional.com/noticias/politica/muerto-heridos-tras-ataque-armado-colectivos-

catia_193477

[10] Thomas Posado, « L'État régional du Bolívar au Venezuela. Reflet du désalignement entre le gouvernement chaviste et le mouvement ouvrier », *Mouvements*, n°76, 2013, pp.105-116.

[11] Pasqualina Curcio, *La mano visible del mercado. Guerra económica en Venezuela*, Caracas, Ed. Nosotros Mismos, 2016.

[12] Fernando Coronil, *El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 2002, p.99.

[13] Edgardo Lander, « Venezuela. L'implosion d'un pays rentier », *alencontre.org*, juillet-août 2016, disponible sur : http://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela-limplosion-dun-pays-rentier-i.html et http://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/venezuela-limplosion-dun-pays-rentier-ii.html

[14] Emiliano Teran Mantovani, « Orinoco al extremo : la Faja Petrolífera y el Arco Minero, extractivismos de alto riesgo », *Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica* (sous la coordination de Hernán Scandizzo), Oilwatch Latinoamérica, 2017, pp.74-81.

[15] « Sinfonía de un Desfalco a la Nación: Tocata y fuga… de Capitales », *aporrea.org*, le 8 septembre 2014, disponible sur : www.aporrea.org/contraloria/n257348.html

[16] Fonds Monétaire International, *Prespectivas económicas – Las Américas : Historia de dos ajustes*, Washington, 2017, p.53, disponible sur : http://www.imf.org/es/Publications/REO/WH/Issues/2017/05/10/wreo0517#Chapter2

[17] Eva Golinger, *El Código Chávez : Descifrando la intervención de los EE.UU. en Venezuela*, Caracas, Questión, 2005

[18] http://www.ned.org/where-we-work/latin-america-and-caribbean/venezuela

[19] « El Gobierno de Caracas donó medio millón de dólares para la investidura de Trump », *El País*, 20 avril 2017.